

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2293

[2012/204368]

12 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève (planches 1/28, 4/28, 5/28, 7/28, 8/28, 9/28, 10/28, 11/28, 12/28, 15/28, 16/28, 19/28, 21/28, 22/28, 23/28, 27/28, 48/49) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 10 janvier 2006.

MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu, depuis l'approbation définitive du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève, 19 demandes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les communes;

Considérant que les demandes ont trait à tout changement de régime d'assainissement et portent plus particulièrement sur :

- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome du village de Septroux dans la commune d'Aywaille (modification n° 01.01);
- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome du village de Honsfeld dans la commune de Bullange (modification n° 01.02);
- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome du tronçon de la rue de Provedroux dans la commune de Vielsalm (modification n° 01.03);
- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome de la rue du Petit Plain à Nonceveux dans la commune d'Aywaille (modification n° 01.05);
- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome des zones de Bosfagne et Les Censes dans la commune de Waimes (modification n° 01.06);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif d'une zone d'habitat dispersé dans la commune de Waimes (modification n° 01.07);
- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome du village de Champagne dans la commune de Waimes (modification n° 01.08);
- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome de « Périmètres en assainissement autonome et transitoire » dans la commune de Bütgenbach (modification n° 01.09);
- le passage du régime de l'assainissement autonome et transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome de « Périmètres en assainissement autonome et transitoire de Bütgenbach » dans la commune de Bütgenbach (modification n° 01.10);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de « Périmètres en assainissement autonome et transitoire de Weywertz » dans la commune de Bütgenbach (modification n° 01.11);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de « Périmètres en assainissement autonome et transitoire de Nidrum » dans la commune de Bütgenbach (modification n° 01.12);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de « Périmètres en assainissement autonome et transitoire de Murringen » dans la commune de Bullange (modification n° 01.13);
- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome du village de Wirtzfeld dans la commune de Bullange (modification n° 01.14);
- le passage du régime de l'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome des zones de captage de Petit Spaï (AD2 et AD3) dans la commune de Trois-Ponts (modification n° 01.15);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de « Périmètres en assainissement autonome de Stavelot dans la commune de Stavelot » (modification n° 01.16);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif du village de Stoumont dans la commune de Stoumont (modification n° 01.17);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif des zones de captage de Lierneux-Regné (D1 et D2) dans la commune de Vielsalm (modification n° 01.18);
- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif du tronçon de la rue des Chasseurs Ardennais dans la commune de Vielsalm (modification n° 01.19);
- le passage du régime de l'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome du tronçon du chemin de Grand Halleux dans la commune de Vielsalm (modification n° 01.20);

Considérant que ces demandes sont accompagnées d'une étude réalisée par l'organisme d'assainissement agréé concerné comprenant un relevé des canalisations existantes, une estimation de la densité du bâti et une analyse de la situation topographique de la zone afin d'objectiver le mode d'assainissement à préconiser;

Considérant que la S.P.G.E. a remis un avis positif sans condition pour les 19 demandes qui lui ont été adressées;

Considérant que la réalisation des modifications périodiques intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique, que ces ajustements sont décrits dans le rapport visé à l'annexe I^{re}.

EXEMPTION DE L'ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Vu la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement pour l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève adressée par la S.P.G.E. au Gouvernement wallon en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que l'analyse de la S.P.G.E. conclut que l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève détermine l'utilisation de petites zones au niveau local et constitue des modifications mineures, notamment au regard de la population et des rejets d'eaux résiduaires concernés par l'avant-projet de modification tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant par ailleurs que la S.P.G.E. estime que cet avant-projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement; que sa demande est justifiée par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visés à l'article D.54 du Code de l'Environnement, tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant que l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau stipule que le Gouvernement, s'il décide d'accorder l'exemption, approuve simultanément l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que, dans ce contexte et préalablement à l'adoption de l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève, il y a lieu de consulter le CWEDD et les communes concernées sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu la demande d'avis sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement sur l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève adressée en date du 15 mars 2012 au CWEDD et aux communes concernées en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Vu l'article D.53 du Code de l'Environnement qui stipule que les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement, soit pour le 14 avril 2012 au plus tard; que passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Considérant le courrier du CWEDD transmis en date du 23 mars 2012 dans lequel il ne prend pas position sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement, qu'en l'absence d'avis, son avis est réputé favorable;

Considérant les avis favorables sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis dans les délais par les autorités communales concernées, à savoir les collèges communaux d'Aywaille, Büllingen, Bütgenbach, Stoumont et Waimès;

Considérant l'absence d'avis des autorités communales de Stavelot, Trois-Ponts et Vielsalm, donné au terme du délai prévu, que leur avis est dès lors réputé favorable;

Considérant que les modifications mentionnées dans l'avant-projet modificatif du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève peuvent dès lors être exemptées d'une évaluation des incidences prévue par les articles D.52 à D.61 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu le rapport relatif à l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève visé à l'annexe I^{re};

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève visé à l'annexe I^{re}.

Art. 2. Le Gouvernement décide d'exempter les modifications mentionnées à l'avant-projet repris à l'article premier d'une évaluation des incidences sur l'environnement pour les raisons spécifiées dans le rapport visé à l'annexe I^{re}.

Art. 3. Le Gouvernement charge la S.P.G.E. de soumettre, dans les trente jours, le projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie, puis de lui représenter ensuite pour approbation.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 juillet 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe I^{re}. — Avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève

L'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Amblève est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter les modifications de l'avant-projet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur, ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique « Les PASH »; Sous-rubrique « Modifications des PASH »).

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2293

[2012/204368]

12. JULI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel (Karten 1/28, 4/28, 5/28, 7/28, 8/28, 9/28, 10/28, 11/28, 12/28, 15/28, 16/28, 19/28, 21/28, 22/28, 23/28, 27/28, 48/49) und zur Befreiung der vorgeschlagenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel, von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 endgültig genehmigt und am 10. Januar 2006 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

ABÄNDERUNG DES SANIERUNGSPANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." ("Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) alle während der abgelaufenen Periode eingegangenen Anträge derart einsammelt, dass ein einziger Abänderungsvorentwurf pro Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet in Anwendung des Artikels R.288 des Wassergesetzbuches ausgearbeitet werden kann.

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." seit der endgültigen Genehmigung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel von den zugelassenen Sanierungseinrichtungen und/oder den Gemeinden 19 eingesandte Anträge erhalten hat;

In der Erwägung, dass die Anträge mit allen möglichen Änderungen des Sanierungsverfahrens in Zusammenhang stehen und sich insbesondere auf Folgendes beziehen:

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Septroux in der Gemeinde Aywaille (Abänderung Nr. 01.01);
 - den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Honsfeld in der Gemeinde Büllingen (Abänderung Nr. 01.02);
 - den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Teilstrecke der Rue de Provedroux in der Gemeinde Vielsalm (Abänderung Nr. 01.03);
 - den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Rue du Petit Plain in Nonceveux in der Gemeinde Aywaille (Abänderung Nr. 01.05);
 - den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Gebiete Bosfagne und Les Censes in der Gemeinde Weismes (Abänderung Nr. 01.06);
 - den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für ein in der Gemeinde Weismes verteiltes Wohngebiet (Abänderung Nr. 01.07);
 - den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Champagne in der Gemeinde Weismes (Abänderung Nr. 01.08);
 - den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für "Umkreise im autonomen und vorübergehenden Sanierungssystem" in der Gemeinde Bütgenbach (Abänderung Nr. 01.09);
 - den Übergang vom autonomen und vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für "Umkreise im autonomen und vorübergehenden Sanierungssystem" in der Gemeinde Bütgenbach (Abänderung Nr. 01.10);
 - den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für "Umkreise im autonomen und vorübergehenden Sanierungssystem von Weywertz" in der Gemeinde Bütgenbach (Abänderung Nr. 01.11);
 - den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für "Umkreise im autonomen und vorübergehenden Sanierungssystem von Nidrum" in der Gemeinde Bütgenbach (Abänderung Nr. 01.12);
 - den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für "Umkreise im autonomen und vorübergehenden Sanierungssystem von Mürringen" in der Gemeinde Büllingen (Abänderung Nr. 01.13);
 - den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Wirtzfeld in der Gemeinde Büllingen (Abänderung Nr. 01.14);
 - den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Wassergewinnungsgebiete von Petit Spai (AD2 und AD3) in der Gemeinde Trois-Ponts (Abänderung Nr. 01.15);
 - den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für "Umkreise im autonomen Sanierungssystem von Stavelot" in der Gemeinde Stavelot (Abänderung Nr. 01.16);
 - den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Stoumont in der Gemeinde Stoumont (Abänderung Nr. 01.17);
 - den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Wassergewinnungsgebiete von Lierneux-Regné (D1 und D2) in der Gemeinde Vielsalm (Abänderung Nr. 01.18);
 - den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Teilstrecke der Rue des Chasseurs Ardennais in der Gemeinde Vielsalm (Abänderung Nr. 01.19);
 - den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Teilstrecke des "Chemin de Grand Halleux" in der Gemeinde Vielsalm (Abänderung Nr. 01.20);
- In der Erwägung, dass diesen Anträgen eine von der betroffenen zugelassenen Sanierungseinrichtung durchgeführte, ein Verzeichnis der bestehenden Kanalisationen, eine Einschätzung der Dichte der Bausubstanz und eine Analyse der topographischen Lage des Gebiets enthaltende Prüfung beigefügt wurde, um die zu empfehlende Sanierungsart zu objektivieren;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." ein positives bedingungsloses Gutachten für die 19 Anträge, die an sie gerichtet wurden, abgegeben hat;

In der Erwägung, dass die Durchführung der regelmäßigen Abänderungen ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze, innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit einschließt, dass diese Angleichungen in dem in der Anlage I erwähnten Bericht beschrieben werden.

BEFREIUNG VON EINER BEWERTUNG DER UMWELTVERTRÄGLICHKEIT

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches von der "S.P.G.E." an die Wallonische Regierung gerichteten Antrags auf Befreiung von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit für den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der "S.P.G.E." die Schlussfolgerung gezogen wird, dass der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel die Benutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt und geringfügige Abänderungen darstellt, insbesondere in Anbetracht der von dem Abänderungsvorentwurf betroffenen Bevölkerung und Abwasserableitungen, so wie sie in dem in der Anlage I erwähnten Bericht analysiert werden;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." außerdem der Ansicht ist, dass dieser Vorentwurf keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte; dass ihr Antrag im Verhältnis zu den in dem in der Anlage I erwähnten Bericht analysierten Kriterien gerechtfertigt ist, durch die das vermutliche Ausmaß der in Artikel D.54 des Umweltgesetzbuches bestimmt werden kann;

In der Erwägung, dass in Artikel R.288, § 4 des Wassergesetzbuches bestimmt wird, dass die Regierung im Falle eines Beschlusses ihrerseits, die Befreiung zu gewähren, gleichzeitig den Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet genehmigt und die Gründe angibt, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang und vor der Verabschiedung des Vorentwurfs des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel der Anlass besteht, den "CWEDD" ("Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung)) und die betroffenen Gemeinden bezüglich des Antrags auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu Rate zu ziehen;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches am 15. März 2012 an den "CWEDD" und die betroffenen Gemeinden gerichteten Antrags auf ein Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel D.53 des Umweltgesetzbuches innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung, das heißt spätestens bis zum 14. April 2012 übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Gutachten als günstig;

Aufgrund des am 23. März 2012 übermittelten Schreibens des "CWEDD", in dem dieser sich nicht zu dem Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit äußert; aufgrund der Tatsache, dass sein Gutachten, wenn nicht vorhanden, als günstig betrachtet wird;

Aufgrund der von den betroffenen Gemeindebehörden, das heißt die Gemeindegremien von Aywaille, Büllingen, Bütgenbach, Stoumont und Weismes, innerhalb der vorgeschriebenen Fristen übermittelten günstigen Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit;

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Stavelot, Trois-Ponts und Vielsalm die Gutachten nicht innerhalb der vorgesehenen Frist abgegeben haben, dass deren Gutachten demnach als günstig betrachtet werden;

In der Erwägung, dass die in dem abändernden Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel angegebenen Abänderungen demzufolge von einer in den Artikeln D.52 bis D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bewertung der Auswirkungen befreit werden können;

Aufgrund des in der Anlage I erwähnten Berichts über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt den in der Anlage I erwähnten Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel.

Art. 2 - Die Regierung beschließt, die in dem in Artikel 1 angeführten Vorentwurf angegebenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit aus den in der Anlage I erwähnten Bericht angeführten Gründen zu befreien.

Art. 3 - Die Regierung beauftragt die "S.P.G.E.", den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel innerhalb von dreißig Tagen der Begutachtung durch die von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, die betroffenen Inhaber von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und die zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen und ihn ihr anschließend zur Genehmigung vorzulegen.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Juli 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Anlage I — Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel

Der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Amel und den Karten, die jeder Abänderung beigelegt werden.

In diesem Bericht werden die Gründe angegeben, aus denen beschlossen wurde, die Abänderungen des Vorentwurfs von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "Les PASH"; Unterrubrik "Modifications des PASH").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2293

[2012/204368]

12 JULI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel (bladen 1/28, 4/28, 5/28, 7/28, 8/28, 9/28, 10/28, 11/28, 12/28, 15/28, 16/28, 19/28, 21/28, 22/28, 23/28, 27/28, 48/49) en waarbij de voorgelegde wijzigingen niet aan een milieueffectbeoordeling onderworpen worden

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel dat op 22 december 2005 definitief is goedgekeurd door de Waalse Regering en dat op 10 januari 2006 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt;

WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Overwegende dat de "S.P.G.E." "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) alle aanvragen verzamelt die tijdens de afgelopen periode in ontvangst zijn genomen, om overeenkomstig artikel R.288 van het Waterwetboek één enkel voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied op te stellen;

Overwegende dat de "S.P.G.E." sinds de definitieve goedkeuring van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel negentien aanvragen van de erkende saneringsinstellingen en/of gemeenten heeft ontvangen;

Overwegende dat de aanvragen betrekking hebben op elke verandering van saneringsstelsel en meer bepaald op :

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van het dorp Septroux in de gemeente Aywaille (wijziging nr. 01.01);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van het dorp Honsfeld in de gemeente Büllingen (wijziging nr. 01.02);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van het gedeelte van de "rue de Provedroux" in de gemeente Vielsalm (wijziging nr. 01.03);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van de "rue du Petit Plain" te Nonceveux in de gemeente Aywaille (wijziging nr. 01.05);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van de gebieden "Bosfagne" en "Les Censes" in de gemeente Waimes (wijziging nr. 01.06);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van een verspreid woongebied in de gemeente Waimes (wijziging nr. 01.07);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van het dorp Champagne in de gemeente Waimes (wijziging nr. 01.08);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van "Omtrekken met autonome en tijdelijke sanering" in de gemeente Bütgenbach (wijziging nr. 01.09);
- de overgang van het autonome en tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke en autonome saneringsstelsel van "Omtrekken met autonome en tijdelijke sanering van Bütgenbach" in de gemeente Bütgenbach (wijziging nr. 01.10);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van "Omtrekken met autonome en tijdelijke sanering van Weywertz" in de gemeente Bütgenbach (wijziging nr. 01.11);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van "Omtrekken met autonome en tijdelijke sanering van Nidrum" in de gemeente Bütgenbach (wijziging nr. 01.12);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van "Omtrekken met autonome en tijdelijke sanering van Murringen" in de gemeente Büllingen (wijziging nr. 01.13);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van het dorp Wirtzfeld in de gemeente Büllingen (wijziging nr. 01.14);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van de waterwinningsgebieden van "Petit Spai" (AD2 en AD3) in de gemeente Trois-Ponts (wijziging nr. 01.15);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van "Omtrekken met autonome sanering van Stavelot in de gemeente Stavelot" (wijziging nr. 01.16);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Stoumont in de gemeente Stoumont (wijziging nr. 01.17);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de waterwinningsgebieden van Lierneux-Regné (D1 en D2) in de gemeente Vielsalm (wijziging nr. 01.18);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van het gedeelte van de "rue des Chasseurs Ardennais" in de gemeente Vielsalm (wijziging nr. 01.19);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van het gedeelte van de "chemin de Grand Halleux" in de gemeente Vielsalm (wijziging nr. 01.20);

Overwegende dat die aanvragen vergezeld gaan van een onderzoek dat door de betrokken erkende sanerings-inrichting uitgevoerd is en dat een overzicht bevat van de bestaande leidingen, een raming van de dichtheid van de bebouwing en een analyse van de topografische toestand van het gebied om de aan te bevelen saneringswijze te objectiveren;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een onvoorwaardelijk gunstig advies heeft uitgebracht voor de negentien aanvragen die haar werden toegestuurd;

Overwegende dat de uitvoering van de periodieke wijzigingen ook de nodige aanpassingen van de plannen met zich meebrengt naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied; dat die aanpassingen omschreven worden in het verslag bedoeld in bijlage I.

VRIJSTELLING VAN MILIEUEFFECTBEOORDELING

Gelet op de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel die door de "S.P.G.E." aan de Waalse Regering gericht is overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek;

Overwegende dat de analyse van de "S.P.G.E." besluit dat het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel het gebruik van kleine gebieden op plaatselijk niveau bepaalt en minder belangrijke wijzigingen inhoudt, met name ten opzichte van de bevolking en van de afvalwaterlozingen die het voorwerp zijn van het voorontwerp van wijziging zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende anderzijds dat de "S.P.G.E." acht dat dit voorontwerp wellicht geen aanzienlijke milieueffecten zal teweegbrengen; dat de aanvraag ervan gerechtvaardigd is ten opzichte van de in artikel D.54 van het Milieuwetboek bedoelde criteria op grond waarvan de vermoedelijke omvang van de effecten kan worden bepaald, zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende dat artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek bepaalt dat de Regering, indien ze beslist de vrijstelling toe te staan, het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied gelijktijdig goedkeurt en de redenen vermeldt waarom er beslist werd dat plan van een milieueffectbeoordeling vrij te stellen;

Overwegende dat de "CWEDD" "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling) en de betrokken gemeenten in die context en vóór de aanneming van het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel geraadpleegd moeten worden over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling;

Gelet op het verzoek om advies over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel dat op 15 maart 2012 overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek aan de "CWEDD" en aan de betrokken gemeenten is gericht;

Gelet op artikel D.53 van het Milieuwetboek waarin bepaald wordt dat de adviezen binnen dertig dagen na de aanvraag van de Regering toegezonden moeten worden, hetzij uiterlijk 14 april 2012; dat de adviezen na afloop van die termijn geacht worden gunstig te zijn;

Overwegende dat de "CWEDD" op 23 maart 2012 een schrijven heeft gezonden waarin hij geen stelling neemt over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling; dat zijn advies bij gebrek aan advies geacht wordt gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling, ingediend binnen de voorgeschreven termijnen door de betrokken gemeentelijke overheden, namelijk de gemeentecolleges van Aywaille, Büllingen, Bütgenbach, Stoumont en Waimes;

Overwegende dat de gemeentelijke overheden van Stavelot, Trois-Ponts en Vielsalm geen advies binnen de voorgeschreven termijn hebben uitgebracht, dat hun advies bijgevolg gunstig geacht wordt;

Overwegende dat een vrijstelling van milieueffectbeoordeling bepaald bij de artikelen D. 52 tot D.61 van Boek I van het Milieuwetboek dan ook kan worden verleend voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel;

Gelet op het in bijlage I bedoelde verslag betreffende het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het in bijlage I opgenomen voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel is door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Regering beslist een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp bedoeld in artikel 1 om de redenen opgegeven in het verslag bedoeld in bijlage I.

Art. 3. De Regering belast de "S.P.G.E." ermee het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel binnen dertig dagen te onderwerpen aan de raadpleging van de bij het in aanmerking genomen onderstroomgebied betrokken gemeenten, van de betrokken houders van grondwaterwinnings en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst en het haar vervolgens ter goedkeuring voor te leggen.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 juli 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage I — Voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel

Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel bestaat uit een verslag over de wijzigingen van het "PASH" van de Amel en uit de kaarten i.v.m. elke wijziging.

Dat verslag vermeldt de redenen waarom er beslist werd een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen van het voorontwerp. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze gegevens liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, 5000 Namur, alsook op de website van de "S.P.G.E.": <http://www.spge.be> (rubriek "Les PASH", onderrubriek "Modifications des PASH").

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2294

[2012/204369]

12 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre (planches 5/41, 6/41, 7/41, 8/41, 9/41, 10/41, 18/41, 19/41, 22/41, 23/41, 26/41, 31/41, 32/41, 33/41, 34/41, 38/41, 40/41, 41/41 et 33/52) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 2 décembre 2005.

MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée depuis l'approbation du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu 20 demandes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les communes;

Considérant que les demandes ont trait à tout changement de régime d'assainissement et portent plus particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le chemin Brûlé dans la commune d'Erquelinnes (modification n° 11.02);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une parcelle cadastrale rue Bois Hanolet dans la commune de Sambreville (modification n° 11.05);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de loisirs des campings « La Besace » et « La Couturelle » dans la commune de Cerfontaine (modification n° 11.07);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une partie amont de la rue de Philippeville à Villers-Deux-Eglises dans la commune de Cerfontaine (modification n° 11.08);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue de Perwez à Grand-Leez dans la commune de Gembloux (modification n° 11.09);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue « Les Hayettes » dans la commune de Momignies (modification n° 11.10);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone du Lac de Bambois dans les communes de Fosses-la-Ville et Mettet (modification n° 11.11);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone « Les Bonniers » dans la commune de Lobbès (modification n° 11.12);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone en amont de baignade du Lac de Féronval dans la commune de Froidchapelle (modification n° 11.13);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone Aquasambre de Viesville et Thiméon dans la commune de Pont-à-Celles (modification n° 11.14);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de Crèvecoeur dans la commune de Walcourt (modification n° 11.15);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement en majorité collectif et une partie en assainissement autonome pour la zone des Puits de Rognée dans la commune de Walcourt (modification n° 11.16);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone des « Puits de Spy » dans la commune de Jemeppe-sur-Sambre (modification n° 11.18);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers les régimes d'assainissement autonome et collectif pour le village de Silenrieux dans la commune de Cerfontaine (modification n° 11.19);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de la Fléchère dans la commune de Courcelles (modification n° 11.20);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement en majorité collectif et en partie en assainissement autonome pour le village de Salles dans la commune de Chimay (modification n° 11.21);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers les régimes d'assainissement autonome et collectif pour la zone de la Chapelle du Bon Dieu du Pitié dans la commune de Fleurus (modification n° 11.22);